

L'ABES à la croisée des chemins
Raymond Bérard, directeur de l'ABES
Journées ABES, Montpellier, 19 juin 2012

L'année 2011-2012 aura vu l'ouverture en rafale par l'ABES de nouveaux services et applications :

- Portail des thèses (theses.fr)
- STEP (Signalement des Thèses en Préparation)
- Ouverture des données sur le Web sémantique (Sudoc, Thèses.fr, IdRef, Calames)
- VIAF
- Sudoc mobile
- Self Sudoc
- Nouveau site web
- Périscope
- Remplacement des serveurs Sudoc
- Deep link
- Sudoc en allemand
- Calames Plus
- Achat des 1ères licences nationales et ouverture du site « Licences nationales »
- Montée en charge des formations à distance (x2)

1) Bilan des années 2008-2011

Ce bilan servira à mettre en perspective les chantiers ouverts récemment.

Des années marquées par une forte croissance, comme en témoigne l'évolution 2006-2011 du budget et des RH.

Stratégie

La stratégie définie en 2008 s'est avérée payante. Le projet 2012-2015 s'inscrit dans sa continuité: proposer à la fois des services prêts à l'emploi et des services bruts à exploiter par les outils propres aux établissements, à partir des données gérées par l'ABES.

Cette politique dont le portail des thèses est l'illustration, tourne le dos à des interfaces (comme le défunt portail Sudoc) conçues sans lien avec les établissements. Un équilibre a été trouvé entre niveau national et niveau local.

Diversification

Depuis 2007, l'action de l'ABES s'est considérablement diversifiée : multiplication des catalogues, portail des thèses, rôle croissant dans l'acquisition de ressources numériques. Si l'essentiel de cette diversification était programmée dans le projet d'établissement, des évènements imprévus sont venus s'y ajouter :

- Internalisation de l'administration et de l'exploitation de nos applications, auparavant assurées par le CINES,
- Transfert de la gestion du FCT (Fichier central des thèses) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense à l'ABES.

Les années du projet ont aussi vu des transformations radicales dans le paysage institutionnel et la structuration de l'IST :

- Transfert de missions du MESR vers l'ABES : rétroconversions, normalisation documentaire, projets coopératifs, thèses. Ce transfert s'est avéré un succès car il s'est accompagné de celui des moyens (budget et postes) et des responsabilités

qui ont fait évoluer l'Agence d'un rôle purement technique vers un rôle stratégique.

- Création de la Bibliothèque scientifique numérique (BSN). La BSN, créée pour mettre en cohérence les politiques publiques d'IST, structure aujourd'hui l'action de l'ABES, notamment dans ses segments 1 (acquisitions numériques), 3 (signalement) et 8 (fourniture de documents).

L'ABES de 2012 ne ressemble plus à celle de 2006. Elle s'est transformée dans l'étendue de ses missions, de son rôle et de son offre de services. Cette diversification demeure toutefois maîtrisée et cohérente avec les métiers de l'Agence et ses compétences qui demeurent centrés sur le signalement.

Projet 2008-2011

Objectif N°1 : offrir au public des catalogues de qualité, ergonomiques et évolutifs

Depuis 2007, l'ABES est passée de la monoculture du Sudoc à la multiplication des catalogues et applications: Calames, Thèses.fr, STAR, STEP, IdRef, Numes, Signets. Numes.

L'objectif de 2008 portait quasi uniquement sur le Sudoc auquel des progrès indéniables ont été apportés :

- Ouverture d'une version mobile du Sudoc,
- Enrichissement avec le lien vers Google Books
- Nouveaux services : deep link, LIBX Sudoc, Sudoc Plus, flux RSS, navigation à facettes,
- Dissémination des données (sur Google Scholar, WorldCat)
- Ouverture sur le web sémantique
- Interface personnalisée du Sudoc (Sudoc local)

Mais l'ABES s'est heurtée à certaines limites :

- Démarrage tardif et limité de la démarche d'évaluation :
 - * enquête de satisfaction Six & Dix (vous aurez un réponse à toutes les questions que vous avez posées dans le verbatim à la rentrée : long car plusieurs dizaines de pages)
 - * enquête sur l'usage professionnel du Sudoc en 2011

L'ABES est consciente de l'urgence d'engager une démarche systématique d'évaluation. Nous avons décidé de créer une mission « évaluation » à la rentrée, avec un recrutement.

- Difficultés du signalement des ressources électroniques. Pris en compte très tôt à l'ABES, cet objectif n'a pas trouvé à ce jour de solution satisfaisante. Ce fut d'abord l'abandon d'APE (Accès aux Périodiques Électroniques) en 2008. Des solutions partielles ont été proposées aux établissements qui ne se les sont pas appropriés car elles supposent trop d'interventions manuelles. Sauf exceptions, la plupart des bibliothèques signalent leurs ressources électroniques avec des outils du type « A to Z », parallèles à leur catalogue traditionnel.

Une autre piste a commencé à être explorée avec le projet Couperin d'ERMS consorsial qui a tourné court faute de maturité des solutions commerciales. Echec de l'ERMS mais l'expérience capitalisée sera réutilisée dans le projet de SGB mutualisé.

Le basculement massif dans le numérique et l'arrivée des licences nationales ont fait du dossier du signalement des ressources électroniques une priorité absolue du projet 2012-2015.

- Limite des outils OCLC dont dépend l'ABES. C'est le cas du catalogue Sudoc public pour lequel l'ABES reste largement tributaire d'OCLC pour les évolutions majeures, même si des avancées ont été enregistrées depuis 2010. Nous attendions un outil de catalogage simplifié permettant aux établissements de simplement se localiser : l'ABES a décidé de le développer elle-même (ouverture fin 2012).

La stratégie gagnante des API¹ Sudoc

L'ABES souhaitait atténuer sa dépendance aux outils d'OCLC. Elle a décidé de conserver sur le moyen terme le cœur de l'application du Sudoc (CBS) et de développer autour de ce cœur des outils utilisant des technologies et formats standard permettant de s'affranchir au maximum des outils propriétaires (pour les interfaces, les imports, les échanges, la production des données). La réponse apportée à partir de 2008 est celle des « API Sudoc », stratégie innovante et gagnante qui confirme chaque jour qu'elle constitue un des plus efficaces moyens d'offrir de nouveaux services aux réseaux ABES:

- Self Sudoc
 - web services faciles d'emplois afin d'encourager l'exploitation des données Sudoc par des développeurs
 - amélioration du référencement du Sudoc sur les moteurs de recherche
 - IdRef
 - Périscope
 - Interface Web professionnelle d'exemplarisation à l'unité
- Ce projet a pour objectif de développer une interface Web qui permette aux professionnels membres des réseaux Sudoc et Sudoc PS de créer, modifier ou supprimer des données d'exemplaire (fin 2012)

Un virage important : la concentration de l'action de l'Abes sur les modifications de masse

L'ABES n'a plus les moyens de traiter des modifications à l'unité. C'est pourquoi elle a du prendre la décision de concentrer son action sur les traitements de masse, effective pour le dédoublonnage et l'exemplarisation automatique, pas encore pour les modifications.

Objectif N°2 : développer le réseau et l'associer à la définition de la politique et des projets de l'ABES tout en renforçant son identité

On ne peut plus parler d'un seul réseau (Sudoc) mais des réseaux : ces derniers se sont multipliés et développés avec l'ouverture de nouveaux catalogues et.

Les changements les plus radicaux concernent le réseau des publications en série qui repose désormais sur un nouveau modèle contractuel. Tous les CR sont maintenant conventionnés pour une période de 3 ans. Budget 2012 : 200 000 € HT.

Association des membres à la gouvernance de l'ABES

La modification de la composition du conseil d'administration de l'ABES pour mieux assurer la représentation des établissements est attendue depuis longtemps mais suppose de modifier le statut de 1994. Sans attendre, plusieurs initiatives ont été prises visant à assurer une meilleure représentation des établissements :

- Depuis 2007, 3 des 5 personnalités qualifiées représentent les 3 principales associations professionnelles : Couperin, AURA, ADBU (dont la fusion est proche).

¹ API (Application programming interface) : interface de programmation fournie par un programme informatique qui permet l'interaction des programmes les uns avec les autres,

- Le conseil scientifique a été créé en 2010. Composé de chercheurs et de professionnels de la documentation français et étrangers choisis pour leur expertise personnelle. Il est en train de trouver sa place.
L'AURA est associée en amont aux réflexions stratégiques de l'ABES. Elle est consultée sur tous les dossiers susceptibles d'impacter les établissements et désigne des représentants dans les comités de pilotage et groupes de travail (Portail des thèses, RDA, évolutions de Numes etc...).

Renforcement de la cohésion du réseau

Si les membres sont davantage associés à la définition des orientations stratégiques de l'ABES, plusieurs professionnels ont regretté que l'ABES n'associe pas davantage les experts techniques des établissements à la construction des outils. Un début de réponse a été apporté avec l'ouverture récente de Punktokomo, blog technique conçu pour dialoguer avec l'ABES sur les choix techniques,.

Les journées ABES sont un moment privilégié de communication entre l'ABES et ses réseaux mais l'ampleur de la manifestation ne facilite pas les échanges. La nouvelle formule des Journées, inaugurée en 2007, est un succès, sans doute du en partie à ce qu'il s'agit de la seule manifestation centrée sur les problématiques des bibliothèques universitaires ouverte à toutes les catégories de personnels. Leur conception a évalué : alors que les journées réseau ne s'adressaient qu'aux seuls catalogueurs, avec une visée technique, les Journées ABES alternent sessions stratégiques et techniques et ouverture sur les expériences internationales, ce qui a permis d'attirer aussi les directeurs. Certains nous demandent de relayer ces journées en région pour toucher une population plus large : l'ampleur de la logistique requise ne permet pas de l'envisager.

Les catalogueurs peuvent toutefois avoir un sentiment d'une dépossession.

La modélisation de la structure des réseaux, qui consiste à expliciter les fonctions des différents correspondants, a fait l'objet de fiches fonction pour les différents correspondants, très bien accueillies par les établissements : les fiches-types rédigées par l'ABES peuvent être intégrées aux fiches de postes de leurs agents qui y voient une reconnaissance de leur rôle au sein des réseaux fédérés par l'Agence.

Développement du réseau

- Sudoc

Si le développement externe reste constant, l'ABES pousse aux déploiements internes, par capillarité au sein d'un même territoire. Elle incite ainsi les candidats au Sudoc à se rapprocher de l'université ou du PRES de leur ville, ce qui suppose toutefois le partage d'un même SIGB. L'ABES exige que les demandes de déploiement émanent des présidents d'université afin de s'assurer que ceux-ci sont bien intégrés à une politique documentaire d'établissement.

L'élargissement du Sudoc à des bibliothèques étrangères francophones est régulièrement évoqué depuis sa création. Cet objectif consensuel ne s'est pas concrétisé : les pays européens (Belgique, Suisse) sont déjà équipés et les autres n'ont jamais formalisé leurs demandes. Une seule demande a été approuvée, qui concerne les publications en série : l'Université de Liège rejoindra le réseau Sudoc-PS en 2012.

L'ABES est parfois sollicitée par des bibliothèques qui souhaitent seulement disposer d'une visibilité dans le Sudoc sans utiliser l'outil de production. Ces demandes sont systématiquement refusées car contraires à la nature de la participation au Sudoc.

D'autres réseaux, au premier rang desquels WorldCat, l'acceptent mais ce type de chargement génère des doublons massifs.

Partenariats internationaux

Ils se sont multipliés.

Ils portent sur les échanges de bonnes pratiques ou la dissémination de données:

- RERO
- Google Scholar
- DART Europe
- CERL (Consortium of European Libraries)
- OCLC avec qui l'ABES entretient des relations à plusieurs niveaux:
 - d'abord comme client des logiciels du Sudoc depuis le rachat de PICA par OCLC. A ce titre, elle fait partie, après en être resté longtemps à l'écart, du réseau des partenaires CBS qui associe les principaux catalogues collectifs utilisateurs de CBS (allemands, hollandais, suisses, britanniques, australien). Les échanges permettent un dialogue fructueux avec nos homologues européens.
 - Mais le partenariat le plus emblématique - et qui a suscité le plus de débats - est celui portant sur le chargement du Sudoc sur WorldCat et la visibilité des bibliothèques Sudoc.

La relation entre l'ABES et OCLC est une relation récente, d'abord subie plutôt que voulue avec le rachat de PICA par OCLC en 2006-2007. Le 1^{er} marché s'est terminé en avril, nous en avons signé un 2^{ème} (112 établissements sur 132 éligibles).

Pourquoi tant de débats lors de l'annonce des négociations avec OCLC ? Sans doute en raison de l'histoire culturelle du Sudoc qui s'est faite contre OCLC ; également parce qu'OCLC est perçu en Europe davantage comme une société commerciale avec des soupçons de visées monopolistiques que comme une coopérative (c'est différent aux USA).

Quel est le bilan de cette opération ? D'après l'enquête de satisfaction, ce projet est perçu comme une réalisation imparfaite mais une majorité d'établissements perçoit WorldCat comme un service d'avenir. Mécontentement toutefois sur la visibilité des notices (nombreux doublons) et des bibliothèques, difficiles à repérer. Difficultés aussi pour les mises à jour.

OCLC a fait des progrès. Dans le nouveau marché, nous avons introduit des engagements plus précis, avec une synchronisation automatique programmée en 2013.

C'est cette volonté de faire pression de l'intérieur d'OCLC qui a motivé ma candidature et mon élection au « Global Council » d'OCLC, organe qui représente les membres de la coopérative auprès du Conseil d'administration.

La réunion annuelle des membres EMEA d'OCLC se tiendra à Strasbourg les 26-27 février 2013.

Objectif N°3 : faciliter l'accès des usagers aux ressources documentaires des universités

Le bilan est contrasté, positif sur deux gros chantiers :

- Portail des thèses : l'ABES a négocié avec succès un tournant capital avec l'abandon en 2008 du portail Sudoc auquel a succédé le portail des thèses, ouvert

en 2011. Ce n'est pas seulement une application qui prend la place d'une autre mais une réorientation stratégique de l'Agence, fondée sur une idée simple (un point d'accès pour toutes les informations sur les thèses françaises) et sur une offre de service articulant judicieusement le niveau local et le niveau national.

- Acquisition de ressources électroniques, avec le développement de l'activité de portage de groupements de commande et l'amorce des licences nationales.

Sur les autres dossiers, les résultats ne sont pas probants : l'ABES n'a pas encore su apporter une réponse adéquate au signalement des ressources numériques. Sur le PEB, la tentative de facturation centralisée a été un échec tandis que les réalisations sur la modernisation du circuit se font attendre en raison des complexités techniques, organisationnelles et juridiques. Le dossier a été repris dans le cadre de BSN8.

L'ABES a seulement effleuré le dossier du signalement des ressources pédagogiques car elle ne possède ni les compétences, ni la légitimité sur ce type de ressources. Enfin, Numes n'a pas fait ses preuves et le chantier de l'interopérabilité des services de référence virtuelle n'a pas été engagé.

Acquisition de ressources électroniques

Le nombre de groupements de commande porté par l'Agence s'est stabilisé à 10 depuis 2009 sur les 16 existants, contre 6 en 2005. Le volume financier impliqué par cette activité a connu une augmentation considérable ces dernières années (10 M € HT en 2005, 29 M € en 2011). Ce volume pèse d'un poids excessif sur la trésorerie de l'ABES et fait courir un risque potentiel à l'établissement, empêchant le portage d'autres groupements pourtant demandé avec insistance par Couperin. L'expérience acquise par l'agence plaide en effet pour un renforcement du rôle de porteur de groupement de l'Agence plutôt que pour une diversification des acteurs.

L'obstacle n'est pas lié au surcroît de travail (qui peut être absorbé par des recrutements financés par les frais de gestion) mais bien au risque de trésorerie. Une piste de sécurisation de la trésorerie de l'ABES a été identifiée : l'ouverture d'une ligne de trésorerie à la Caisse des dépôts pour éviter le défaut de paiement en cas de défaillance d'un établissement. Après un 1^{er} rejet par Bercy, une nouvelle approche a été engagée.

L'ABES ne portera pas de GC supplémentaire tant que la situation de sa trésorerie n'aura pas été sécurisée.

Lancement des licences nationales :

- Enveloppe d'impulsion à partir de 2010 :
 - * achat d'EEBO, archives et e-books Springer, dictionnaires Garnier + ECCO ces jours-ci (Eighteenth Century Collections Online, 183 000 titres). Négociation ouverte pour Science (en lien avec groupement de commande pour le courant, porté par le CEA). Abandon de la négociation des revues Lavoisier (DRM).
 - * Ouverture du site « Licences nationales.
 - * ABES opérateur des accès pour le Ministère de la Culture : convention en cours de négociation.

L'accès des établissements se désabonnant de Science Direct aux archives de leurs titres souscrits a été mis en place par l'ABES à l'échéance des marchés Elsevier. La plateforme est utilisée depuis janvier 2011 par les 2 établissements désabonnés. Son utilisation est très faible (62 articles téléchargés en 2011).

Ressources pédagogiques

Une opportunité pour l'ABES d'investir les ressources pédagogiques s'est présentée avec l'apport de compétences externes : le projet de rapprochement avec le CERIMES. S'il n'a pas abouti, c'est que l'intégration du CERIMES à l'ABES aurait impliqué une remise en cause trop radicale de la nature des activités actuelles du CERIMES.

Le MESR a décidé le transfert intégral à l'ABES de l'application « signets » que nous cogérons avec le CERIMES. Enquête à la rentrée sur la réelle appropriation de cette application : auprès des établissements et du public du site.

Numes

Le GT a émis des recommandations le 17 octobre 2011 :

- 1) Conserver Numes uniquement comme outil professionnel : pilotage par la tutelle, saisie de données par les porteurs de projets.
- 2) Aménager et compléter le modèle de données actuel, en s'affranchissant le cas échéant du modèle Michaël
- 3) Confier la dissémination publique des données saisies dans Numes à d'autres interfaces : Patrimoine numérique, Isidore, MSH-Réseau.
- 4) Fermer l'accès public au site www.numes.fr
- 5) Confier la valorisation du patrimoine à Patrimoine numérique, hub national pour le réseau Michaël. Le GT Numes insiste sur la nécessité pour PN de moissonner les données de Numes.
- 6) Aménager le Sudoc et Calames pour signaler les documents numérisés (et non les fonds).

Nous attendons le positionnement du MESR sur ces recommandations.

Objectif N°4 : mettre à la disposition des établissements des outils et services garants d'un fonctionnement optimal du réseau

Beaucoup d'actions ont été réalisées, sans problèmes et avec succès (refonte de Webstats, guichet d'assistance ABES^{stp}, Self Sudoc, SudocPlus, multiplication des formations à distance, IdRef, web services):

Par contre, plusieurs autres actions n'ont pu être menées à bien. Parmi les raisons qui expliquent ces échecs ou semi-échecs :

- Mauvaise méthode de travail pour l'action « Inciter les membres du réseau ayant une expertise à s'impliquer plus activement dans la qualité des données ». C'est le mode de fonctionnement en groupe de travail sans l'ABES qui explique les difficultés rencontrées, les membres du réseau ayant du mal à concevoir la légitimité d'un groupe auquel l'ABES serait extérieure. Depuis, l'ABES a intégré ces groupes dont le pilotage est toutefois laissé au réseau et une procédure de validation a été définie avec l'AURA.

Mentionnons encore l'inadéquation du modèle tarifaire du produit Collection Analysis d'OCLC au mode d'organisation des bibliothèques universitaires françaises pour expliquer qu'aucune ne l'ait souscrit (avec seulement une dizaine ayant manifesté leur intérêt pour un abonnement).

Objectif N°5 : améliorer la gestion de l'ABES

Les progrès ont été spectaculaires à la fois pour la gestion administrative et les activités de support informatique.

Je n'insisterai que sur la gestion informatique qui nous a permis de développer nos nouvelles offres. La politique informatique initiée en 2008 a permis de définir un cadre aux nouveaux développements avec le choix de se doter d'un environnement de développement basé sur le socle « Linux / Java J2EE / Oracle » sur lequel ont été déployés à partir de 2010 les nouvelles applications de l'ABES : nouveau Star, portail des thèses, STEP, IdRef...

L'ABES ne développe elle-même que les applications pour lesquelles il n'existe pas de solution disponible sur le marché. Toutes les applications standard sont confiées à des prestataires (GED, assistance externe, GRH, etc.).

Objectif n°6 : mieux insérer l'ABES dans son environnement politique, universitaire et de recherche

Partenariats de recherche

Un projet a été mené avec succès sur les métadonnées structurées : projet SudocAd avec le TGE Adonis et le LIRMM qui a consisté à développer un prototype pour automatiser le lien aux autorités Sudoc (IdRef).

La réussite du partenariat avec le LIRMM est due à plusieurs facteurs :

- les équipes se connaissent déjà bien pour avoir déjà mené ensemble un projet de recherche,
- l'ABES et ses bases de données constituent un champ d'application intéressant pour les chercheurs.

Cette expérience de partenariat, même incomplète, a montré que le travail avec les équipes de chercheurs est un dialogue d'égal à égal avec des apports complémentaires, qui nous poussent à aller au-delà de nos propres réflexions.

SudocAd débouche aujourd'hui sur un nouveau projet ANR (financement : 207 000 €) : Qualinca (Quality and Interoperability of Large Catalogues of Documents), qui associe l'ABES, le LIRMM et de nouveaux partenaires (INA, LIG : Laboratoire d'Informatique de Grenoble, LRI/LEO : Laboratoire de Recherche en Informatique). Il aidera l'ABES à concilier qualité des métadonnées et automatisation des traitements, deux dimensions au cœur du hub de métadonnées.

Le rayonnement de l'ABES

- Au près des établissements

La compétence de l'ABES est connue et reconnue par les BU mais elle moins identifiée par les présidents d'universités/directeurs d'établissements. Nous n'avons pas su sortir de notre cadre de travail avec les SCD pour faire de la documentation un enjeu stratégique que s'appropriaient les présidents.

- Dans le monde de l'IST

Interventions dans les congrès / journées d'étude nationaux / internationaux pour diffuser l'expertise de l'ABES.

2) Perspectives stratégiques du nouveau projet ABES

Les 8 axes du projet 2012-2015

BSN

Parmi les chantiers ouverts en 2011, celui de la BSN (Bibliothèque Scientifique Numérique) est emblématique car il structure désormais l'action des opérateurs dans une volonté de rationalisation des politiques publiques d'IST. L'ABES y apporte une contribution majeure, notamment pour les segments acquisitions, signalement et modernisation du prêt entre bibliothèques aux côtés de ses partenaires, le CNRS et Couperin.

ISTEX

Signature de la convention ANR-MESR-CNRS le 19 avril 2012 Le CNRS contractualisera à son tour avec les partenaires du projet : ABES, Couperin et l'Université de Lorraine agissant pour le compte de la CPU.

60 M € sur 3 ans dont 55 M€ pour les acquisitions.

Comité exécutif ISTEX composé des partenaires du projet.

Qui fait quoi ?

L'ABES est chargée de la négociation et de l'acquisition des ressources, de leur signalement, de la gestion des accès et des droits.

Recrutement de 4 agents (2 A et 2 B) à l'automne 2012.

A) Négociation

Recueil des données en amont des négociations (Couperin, EPST), préparation des négociations, réunions de négociation avec les éditeurs, échanges par mail et téléphone, rédaction des clauses de la licence

B) Passation et suivi des marchés

Rédaction des pièces, envoi au contrôle financier, vérification de la complétude des dossiers, notification, publication au JO-UE

C) Communication

Préparation des communiqués de presse, mise à jour des pages web, mise à jour du Guide Méthodologique (GM), formation des utilisateurs

D) Gestion des accès

Via la plate-forme de collecte des IP

E) Mise à disposition des métadonnées

Travail avec le pôle Interfaces/traitements et le pôle Métadonnées pour la production des listes disponibles sur le GM ; vérifications minutieuses sur les contenus couverts par la licence

F) Assistance

Assistance sur le guichet ABESstp et directement par mail, téléphone, Twitter : assistance de 1er niveau et suivi de l'ouverture des accès

G) Relations avec les partenaires

Réunions, déplacements, téléphone et rédaction de documents pour BSN et ISTEX.

Licence de réutilisation des données

Depuis quelques années, la vague de l'open data touche également les données bibliographiques.

A ce jour, il n'existe pas de conditions d'utilisation attachées aux données de l'ABES à l'exception de conditions figurant dans les conventions Sudoc.

L'ABES souhaite attacher aux données et services qu'elle rend accessibles sur le Web une licence qui soit la plus libérale possible, y compris en autorisant des réutilisations commerciales. L'objectif est de disposer si possible d'une licence unique ou d'un minimum de documents alors même qu'il existe une grande diversité de données (formats, complétude, bases de rattachement, origine, etc.) et de services ou modes d'accès aux données.

Plusieurs licences sont apparues dans le paysage :

- Creative Commons Attribution (CC-BY)
- Creative Commons Public Domain (CC0)
- Open Data Commons Attribution License (ODC-BY)
- Licence Ouverte / Open Licence de la mission Etalab (France) :

Laquelle retenir ?

Débat à ouvrir au CS/CA après étude juridique préférence pour Etalab (compatible avec ODC BY).

L'ABES écrira à tous ses fournisseurs de données pour leur demander leur accord pour placer leurs données sous cette licence.

Système de gestion de bibliothèque mutualisé (SGB)

Au début, un simple groupement de commande de SIGB traditionnels

Puis apparition des Systèmes de nouvelle génération qui apportent un bouleversement radical du traitement documentaire.

De nombreux avantages :

- Plus de serveurs en local
- Economies
- Des données gérées plus efficacement : hébergées en central (zone communautaire), plus besoin de dupliquer les données x fois, plus de transferts
- Catalogage plus efficace : plus de dérivation mais des liens vers des métadonnées importées de nombreuses sources (Bibliothèques, éditeurs, agrégateurs, etc...).
- Catalogage concentré sur données à valeur ajoutée
- Solution au signalement des ressources électroniques
- Communauté d'innovations

Trop beau pour être vrai ?

Ponts critiques :

- Sécurité
- Confidentialité
- Qualité des données
- Licence
- Coût
- Gestion du changement, évolution des compétences
- Offre restreinte à quelques gros fournisseurs seuls capables de très lourds investissements
- Dépendance à un seul fournisseur

Et le Sudoc ?

Peut-il rester à part et continuer comme aujourd'hui ?

Le *statu quo* est intenable : les bibliothèques qui franchiront le pas n'auront plus besoin du Sudoc pour la production (on peut estimer qu'une vision nationale des collections des BU françaises sera maintenue).

Remise en cause radicale de l'organisation du Sudoc et de son modèle actuel centralisé datant de la fin des années 90.

Il ira aussi dans les nuages. Plus de base autonome à Montpellier => base communautaire internationale.

Impact technique

Une sous base Sudoc ?

Phase de transition : 5 à 10 ans

Nécessité absolue pour l'ABES de garder la liberté de travailler sur nos données.

Continuer ce qu'on a déjà fait avec IdRef, Thèses.fr etc.

Impact organisationnel

Pour les agents qui travaillent sur le Sudoc actuel (22 informaticiens et bibliothécaires).

Recrutement d'un chargé de mission en avril 2012.

Sa mission :

- Etudier scénarios cibles
- Etude d'impact : organisationnel ; technique ; juridique (propriété, confidentialité, réutilisation des données) ; sur l'organisation actuelle du Sudoc et le rôle de l'ABES
- Evaluer la compatibilité d'un tel système avec les services et applications de l'Agence et les outils qu'elle a développés (API Sudoc),
- Etudier modèle économique
- Comment gérer la période de transition (coexistence de SIGB traditionnels avec SGB) ?
- Rédiger le cahier des charges de l'appel d'offres

La structure projet se met en place :

- comité de pilotage (ADBU, AURA, AMUE, CPU, DSI, 1 étranger, MISTRD, ABES)
- comité technique. Appel à candidatures (72 réponses, 42 candidats). 1^{ère} réunion en juillet.

Jalons de la mission et livrables

- 2 avril 2012 : début de la mission
- 1er décembre 2012 : remise de l'étude d'impact
- 1er mars 2013 : proposition d'un scénario-cible
- 1er juin 2013 : livraison du cahier des charges
- 1er septembre 2013 : lancement de l'appel d'offres

Impact sur FRBRisation du Sudoc ?

Le projet de « FRBRisation » du Sudoc a été lancé en 2011.

Mais nous nous posons des questions sur la pertinence de ce projet si l'ABES doit intégrer à terme le nuage. Ce sera alors au prestataire de fournir une base FRBRisée.

Ce projet répond au vœu exprimé par le groupe stratégique sur l'adoption de RDA en France de voir les deux grands services bibliographiques publics nationaux, l'ABES et la BnF, « FRBRiser » leurs catalogues respectifs.

L'hypothèse de travail privilégiée par l'ABES est celle de la mise en œuvre d'un outil de production bibliographique calqué sur le modèle FRBR. Il s'agit de vérifier que le système CBS, qui sous-tend le Sudoc actuel, est à même d'être adapté en ce sens et si oui, que ce but peut être atteint sans dépense excessive, en frais de développement et/ou d'assistance ou en temps de travail des personnels de l'ABES.

Une réunion technique avec un ingénieur d'OCLC à Montpellier en décembre 2011 a confirmé que CBS était adaptable à un contexte de production FRBRisée, moyennant un travail de paramétrage et une part de développement. Un projet assez proche est mené aux Pays-Bas par le réseau des bibliothèques publiques, également utilisateur d'une base CBS.

Un inventaire des fonctions de CBS qui seraient impactées par le projet a été établi, assorti d'une évaluation pour chacune de ces fonctions de l'importance des travaux de paramétrage et éventuellement de développement à prévoir.

Cette étude envisage l'adaptation du Sudoc aux nouveaux modèles et standards de métadonnées (FRBR, RDA). Après une définition des besoins effectuée en 2011 et précisée en janvier 2012, le prestataire (OCLC) a fourni en avril un avis technique détaillé assorti d'un plan de travail et d'une estimation des développements et adaptations à prévoir.

4 projets à mettre en perspective

1. SGB mutualisé (base de connaissance)
2. Signalement national des ressources électroniques courantes: appel d'offre lancé le 23 mai pour étude de faisabilité (base de connaissance + outil de découverte ?) : évaluation des scénarios en terme de coûts, de workflow, et d'articulation avec les autres projets en cours (hub de métadonnées, SGB mutualisé). Etude finale devant être rendue en décembre 2012.
3. Hub de métadonnées (HUBLLOT)
4. SudocAd et Qualinca

Le lien, c'est la base de connaissance : les projets 1 et 2 pourraient être alimentés par le projet 3 dont les métadonnées seraient enrichies par les traitements automatiques du projet 4.

Le Conseil Scientifique a souligné le risque du monopole des fournisseurs commerciaux de bases de connaissance. Il nous demande de travailler dans une perspective européenne pour échapper à ce risque et appelle de ses vœux une base de connaissance publique européenne. Cf projet GOKb (Global Open Knowledgebase) associant Quali OLE et le JISC.

Hub

Redistribuer dans n'importe quel format des métadonnées enrichies récupérées dans n'importe quel format auprès des éditeurs. Conversion de format, apport de plus-value aux métadonnées en termes de structuration, de richesse et d'interconnexion

En entrée :

- *Editeurs*
- *Editeurs Licences nationales*
- *Open Access*
- *Bases d'organismes publics*
- *Sudoc lui-même*

Traitements automatiques (projets SudocAd et Qualinca) (+ manuels)

- *Identification des données livrées (ex : états de collection Springer)*
- *Normalisation (ex : dates, noms)*
- *Correction*
- *Affinage*
- *Enrichissement (ex : liage à des autorités ou cadres de classement)*
- *Conversion*
- *Redistribution*

Sortie :

- *Sudoc*
- *ISTEX*
- *Bases de connaissance*
- *SIGB établissements*
- *web de données*

Pilote (2^{ème} semestre) sur sélection de corpus :

- Ebooks et revues Springer
- Ebooks Numilog ou Dalloz
- Notices de thèse Sudoc avant 1985
- Revues.org

Volonté d'ouverture vers l'Europe

D'autres acteurs européens travaillent sur ces mêmes problématiques.

Chargé de mission « projets européens »

2 axes :

- Dariah : thèses.fr et IdRef
- Mobilité européenne

Définition de critères scientifiques du financement de rétroconversion Sudoc et Calames

- Sudoc : 328 000 € HT. Demandes presque 3 fois supérieures

- Calames : 101 052 HT. Toutes les demandes satisfaites

CS saisi de la définition de critères :

- Les rétroconversions doivent être liées à des projets de numérisation
- Elles doivent répondre aux besoins des chercheurs
- Fonds originaux
- Pas de saupoudrage
- Co-financement (mais sans imposer de seuil)
- Pas de marché national. Financement direct aux établissements
- Catalogage rétrospectif et enrichissement de notices d'anciennes rétros
- Calames : rétro d'archives institutionnelles sous réserve qu'elles soient source d'enrichissement d'un fonds.

3) Rapport AERES

Très positif

Conforte la stratégie de l'ABES

Version finale attendue en juillet. Sera soumise au CA en novembre.

Conclusion

Nous sommes entrés dans une décennie de bouleversement radical de nos outils et méthodes de travail. L'ABES est consciente que le virage doit être anticipé dès maintenant et que tous les impacts doivent en être mesurés. Les décisions sont difficiles à prendre et pas sans risques mais maintenir le statu quo serait un plus grand risque encore. Ces décisions, nous les prendrons avec vous. Tous les gros projets sont structurés en comités de pilotage et comités techniques dans lesquels vous êtes présents.

Nous savons que les décisions peuvent être difficiles à prendre. Entre universités et EPST, petites et grosses universités, STM et SHS, les intérêts ne sont pas toujours convergents.

Nous partageons la même vision du rôle de la documentation dans l'enseignement supérieur et la recherche. Ce qui nous réunit est bien plus fort que nos différences.